

Zeitschrift: Cadastre : revue spécialisée consacrée au cadastre suisse
Band: - (2010)
Heft: 4

Artikel: Organisations donatrices
Autor: Steudler, Daniel
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-871630>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 19.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Organisations donatrices



En parallèle avec les discussions internationales qui se sont intensifiées au cours des dernières années, les projets visant à mettre en place et à améliorer les systèmes de cadastre et d'enregistrement des biens fonciers se sont multipliés, principalement dans les pays émergents. Dans les années 1990 surtout, de nombreux projets cadastraux ont été lancés dans les pays de l'ex-bloc communiste, afin de servir de base à la privatisation de la propriété foncière et de mettre en place un marché foncier bien régulé. Du fait des progrès croissants enregistrés par ces projets, l'activité en matière de cadastre et d'administration foncière se tourne plutôt, désormais, vers les pays d'Asie centrale, vers l'Afrique et vers l'Amérique latine.

Les pays concernés ne disposant alors généralement pas des ressources financières nécessaires pour ce domaine, la plupart des projets relatifs à des systèmes de cadastre et d'enregistrement de biens fonciers ont été financés par des organisations donatrices. Plusieurs pays occidentaux se sont ainsi engagés par le biais de leurs organisations de coopération au développement, et c'est le cas par exemple des Etats-Unis, du Canada, de la Suède, de la Norvège, de la Finlande, du Danemark, des Pays-Bas, de l'Allemagne, de la France et de l'Autriche. La Suisse a également participé à plusieurs projets à travers les organes fédéraux que sont le SECO (Secrétariat d'Etat à l'économie) et la DDC (Direction du développement et de la coopération). Aux côtés d'autres banques de développement telles que la BID (Banque interaméricaine de développement) ou l'ADB (Asian Development Bank), la Banque mondiale s'est signalée ces dernières années en endossant le rôle de donateur principal pour les projets de cet ordre. Notons cependant que d'autres organisations des Nations Unies lancent également de tels projets et leur apportent leur soutien. C'est par exemple le cas de la FAO (Organisation pour l'alimentation et l'agriculture) ou d'ONU-Habitat (Programme des Nations Unies pour les établissements humains).

En dépit du volume d'activité considérable que représentent les projets de cette nature, les entreprises éprouvent des difficultés à se positionner sur ce marché, et ceci pour au moins deux raisons: décrocher de tels marchés demande beaucoup de temps et demande par ailleurs de satisfaire à des exigences très larges et très élevées. Diverses entreprises parapubliques sont présentes sur ce créneau (à l'image de Swedesurvey, d'IGN-FI ou de Kadaster International) ainsi que des entreprises privées (ILS, Land Equity, Finnmap, Blominfo) auxquelles s'ajoutent bon nombre de conseillers juridiques.

Daniel Steudler

Direction fédérale des mensurations cadastrales
swisstopo, Wabern
daniel.steudler@swisstopo.ch